

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Rafael-Poch-de-Feliu-Le-succes-de-la-Chine-determine-la-tension-militaire>

Rafael Poch de Feliu : Le succès de la Chine détermine la tension militaire

- Empire et Résistance - Blocs régionaux - BRICS - Chine -

Date de mise en ligne : jeudi 10 novembre 2022

Description :

Rafael Poch de Feliu : Le succès de la Chine détermine la tension militaire. L'Ukraine fait partie de la guerre froide actuelle contre la Chine en Asie Orientale et en constitue un prologue.(...)

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Ucrania forma parte y es prolegómeno de la guerra fría actual contra China en Asia Oriental.

Depuis quelque temps maintenant et à une fréquence d'environ une fois par mois, les forces aéronavales américaines pénètrent dans le détroit de Taïwan, de manière démonstrative et provocante, tandis que les forces chinoises répondent par divers mouvements militaires allant de raids aériens à des tirs de missiles, etc. Non seulement nous sommes dans une « guerre froide » en Asie Orientale, mais le risque qu'elle dégénère en un conflit militaire ouvert est très sérieux. Personne ne le souhaite, de nombreux « experts » (souvent liés au complexe militaro-industriel) le considèrent comme « inévitable », et tout le monde s'en rapproche physiquement, juste pour le plaisir de mettre leurs forces armées de façon permanente en contact.

Puisque le dernier document officiel de la doctrine militaire américaine, qui vient d'être publié, lie directement ce qui se passe entre l'Ukraine et la Russie dans le même paquet avec la tension avec la Chine, et considère que c'est la dimension principale de tout cela, il est nécessaire de poser la question de la genèse de la situation actuelle : comment en est-on arrivé là ? Que s'est-il passé ?

Pour répondre à cette question, il est nécessaire d'examiner le cadre général de plusieurs décennies de « succès chinois ».

Le succès

L'intégration de la Chine dans la mondialisation, comprise dans ce cas comme le pseudonyme de la domination mondiale des États-Unis, contenait implicitement comme conséquence le scénario de faire de la Chine un vassal de l'Occident.

L'objectif était de faire pression sur la Chine pour qu'elle mette en oeuvre les réformes structurelles définies par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international, qu'elle ouvre pleinement ses marchés aux entreprises occidentales et que l'intégration des élites chinoises dans sa mondialisation débouche sur une forme de régime subordonné plus acceptable pour l'Occident que celui du Parti communiste chinois.

Pour acheter un seul avion Boeing aux États-Unis, la Chine a dû produire cent millions de paires de pantalons.

Il n'était pas prévu qu'en jouant sur un terrain conçu par d'autres, la Chine irait à l'encontre de cet objectif. Le « miracle chinois » a consisté à utiliser une recette occidentale conçue pour l'asservissement afin de se renforcer de manière autonome et indépendante. Elle l'a fait en imposant des conditions et des restrictions à l'entrée des capitaux étrangers en Chine et, surtout, en gardant fermement les rênes du processus. Elle y est parvenue parce que, grâce au faible prix et à la grande efficacité de la main-d'oeuvre en Chine, les capitalistes et entrepreneurs étrangers ont réalisé d'énormes bénéfices dans « l'usine du monde », ce qui a apaisé et modéré leurs gouvernements.

La Chine a profité de cette intégration dans la mondialisation pour développer, apprendre et acquérir des technologies.

Les résultats sont évidents et extraordinaires dans tous les domaines : augmentation de l'espérance de vie moyenne, élimination de la pauvreté, PIB (rappelons qu'en 1980, la part de la Chine dans le PIB mondial était de 2,3 % et qu'elle est aujourd'hui de 18,5 %), éducation, science et technologie, armée, grandes entreprises, sans oublier, bien sûr, les grands progrès en matière d'émissions nocives pour l'environnement. Tout cela figurera dans les manuels d'histoire et d'économie du futur.

Face à ce résultat, un célèbre commentateur étasunien (Fareed Zakaria de CNN) a exprimé sa perplexité :

« La stratégie a produit des complications et des complexités qui ont abouti à une Chine plus puissante qui ne répondait pas aux attentes de l'Occident », c'est-à-dire à l'attente que, dans le processus, la Chine devienne subordonnée.

Tout cela s'est produit au cours des 30 dernières années, mais la chronique de ces dernières années a ajouté encore plus d'anxiété à la situation. La crise financière mondiale de 2008, véritable détritisme de l'économie de casino centrée sur les États-Unis, a fourni la première preuve majeure de la faiblesse de l'Occident et des dangers contenus dans la non-réglementation du secteur financier, ainsi que du fait général que le capital règne sur les gouvernements et non l'inverse. La Chine a bien mieux géré la crise, comme elle l'avait fait huit ans plus tôt avec l'éclatement de la bulle Internet.

Avant cela, les conséquences désastreuses des guerres menées depuis les attentats du 11 septembre 2001, avec plus de trois millions de morts, une quarantaine de millions de déplacés et plusieurs sociétés et États détruits, ont révélé une gigantesque irresponsabilité de la première puissance mondiale. Le retrait des États-Unis de l'accord sur le changement climatique et la mauvaise gestion de la crise de la pandémie en Occident (par rapport non seulement à la Chine, mais aussi à l'Asie Orientale dans son ensemble) sont venus s'ajouter à ces preuves de désarroi. Ainsi, dans ce contexte, la réponse des États-Unis a été la pression militaire et les sanctions.

La réponse

Depuis la normalisation des relations sino-soviétiques en mai 1989, la Chine a bénéficié de trente ans de tranquillité extérieure qui lui ont permis de se concentrer sur son développement.

L'URSS ayant été éliminée en tant qu'adversaire majeur, dans les années 1990, les yeux des stratèges de Washington ont commencé à se tourner vers la Chine, mais le 11 septembre 2001 à New York a placé le terrorisme djihadiste au centre des préoccupations (autre résultat d'une mauvaise politique antérieure se retournant contre ses auteurs) et a offert à la Chine une prolongation de dix ans : dix années supplémentaires de tranquillité relative.

En 2012, Obama a annoncé le Pivot vers l'Asie, en déplaçant l'essentiel de la force aéronavale américaine vers le Pacifique pour resserrer l'encerclement militaire autour de la Chine.

Les Chinois ont réagi en bouclant leur ceinture de sécurité : ils ont renforcé l'autorité du parti à tous les niveaux et le leadership personnel dans leur direction collective.

Mais surtout, en 2013, la Chine a annoncé l'initiative de la « Nouvelle Route de la Soie » ([Belt & Road Initiative](#)), une stratégie globale ambitieuse pour sortir de l'encerclement et de la surcapacité d'exportation. En d'autres termes, une stratégie à la fois géopolitique et économique.

La nouvelle route de la soie est un effort de plusieurs décennies, doté d'un financement astronomique (4 à 8 trillions de dollars), qui vise à établir un réseau international de soutien géo-économique intégrant 70 % de l'humanité sur le plan économique et commercial à travers l'Eurasie. Sans avoir besoin de rappeler les thèses de [Halford Mackinder](#) que l'on dépoussière aujourd'hui, cela érode nécessairement la puissance globale des États-Unis dans l'hémisphère, et complique aussi grandement toute tentative d'encerclement d'une puissance qui n'est ni « amie », ni « alliée », ni « chef de bloc », mais un partenaire positif de presque toutes les nations.

L'objectif implicite de la nouvelle route de la soie, selon les termes d'Henry Kissinger, n'est rien moins que de « déplacer le centre de gravité du monde de l'Atlantique au Pacifique ». A côté, l'historique [Plan Marshall](#) est éclipsé par...

La guerre froide

Avec Donald Trump, le changement de climat a été brutal, surtout lorsque, dans son discours de juillet 2020, le secrétaire d'État Michael Pompeo a ouvertement fait appel au changement de régime en Chine, désignant directement le Parti communiste Chinois comme le « principal ennemi des États-Unis ».

Malgré la division inhabituelle de l'establishment US, la politique de sanctions commerciales et de pression militaire contre la Chine fait l'objet d'un large consensus dans les deux factions du régime US.

Il s'agit déjà d'une guerre froide ouverte, avec de fortes campagnes de propagande et la diabolisation de l'adversaire. Sous la direction de M. Biden, nous assistons à une escalade des tensions avec Taïwan, le premier producteur mondial de semi-conducteurs, qui occupe le devant de la scène.

Depuis 1978, la reconnaissance du principe de la « Chine unique », c'est-à-dire que Taïwan fait partie de la Chine, ainsi que la loi de 1979 sur les [Taiwan Relations Act \(TRA\)](#), ont constitué la base des relations bilatérales dans ce domaine.

Le contenu du TRA était ambigu : bien que l'île appartienne à la Chine, il prévoyait la fourniture d' « armes défensives » à Taïwan et affirmait que toute tentative de Pékin pour résoudre la sécession par la force serait un sujet de « grave préoccupation ». En d'autres termes, il n'a pas été dit « nous aiderons militairement Taïwan en cas de conflit ».

Maintenant, c'est le cas. Biden l'a dit quatre ou cinq fois. En outre, toute l'action des États-Unis pointe vers une remise en question provocante que John Ross expose dans « Tricontinental » (publié en espagnol par El Salto) :

- a) - Pour la première fois depuis le début des relations diplomatiques entre la Chine et les États-Unis, M. Biden a invité un représentant de Taipei à l'investiture du président des États-Unis.
- b) - La présidente de la Chambre des représentants, Nancy Pelosi, troisième personnalité des États-Unis d'Amérique dans l'ordre de succession présidentielle, s'est rendue à Taipei le 2 août 2022.
- c) - Les États-Unis ont demandé la participation de Taipei aux Nations Unies.
- d) - Les États-Unis ont intensifié leurs ventes d'armes et d'équipements militaires à l'île.
- e) - Les délégations étasuniennes visitant Taipei ont augmenté.
- f) - Les Forces Spéciales US ont entraîné les troupes terrestres et navales taïwanaises.
- g) - Les États-Unis ont accru leur déploiement militaire dans la mer de Chine méridionale et ont régulièrement envoyé des navires de guerre dans le détroit de Taïwan.

Comme pour l'Ukraine avec son adhésion de facto à l'OTAN et sa transformation en bélier militaire contre la Russie depuis 2014, cette fin de l'ambiguïté sur Taïwan signifie que Washington franchit une ligne rouge historique avec la Chine. Et comme en Ukraine, dans l'environnement géographique immédiat de l'adversaire. En outre, les États-Unis font pression sur d'autres pays du voisinage de la Chine - l'Australie, l'Inde, le Japon, la Corée du Sud (ainsi que la Grande-Bretagne et l'UE elle-même) - pour qu'ils se joignent aux sanctions et aux coalitions militaires, tout comme ils l'ont fait en Europe avec l'Ukraine.

Comme en Ukraine, dans la crise de Taïwan, il n'y a aucun intérêt à négocier pour résoudre les tensions en prenant du recul, ni pour prévenir les affrontements militaires accidentels, ni pour réduire les risques en général.

La stratégie de sécurité des États-Unis affirme que la guerre en Ukraine, et la faiblesse perçue de la Russie dans ce pays, confirme que la Chine représente « la principale menace, en tant que seul concurrent doté d'une puissance économique, militaire et politique suffisante pour remodeler l'ordre international ». À cette fin, elle appelle à une revitalisation du réseau d'alliances qui réduirait la capacité de manoeuvre de la Chine. C'est ce qui est fait.

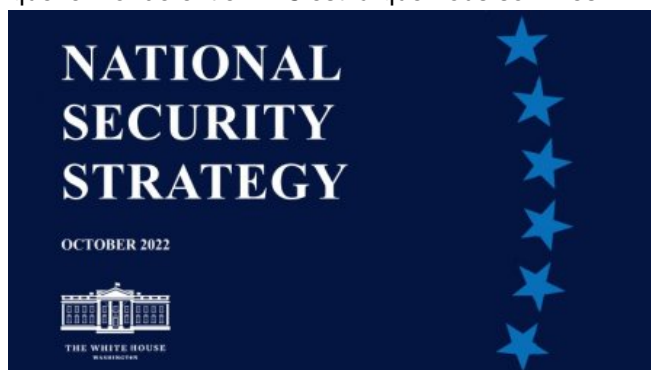
La guerre en Ukraine, que la Chine ne souhaitait certainement pas, vise à entraver militairement l'intégration eurasiennne, qui est un axe fondamental de la grande stratégie chinoise de la Nouvelle Route de la Soie. L'attaque contre les gazoducs de la Baltique est la meilleure illustration de cette action visant à briser les liens vitaux et doit être lue dans ce contexte. De ce point de vue, l'Ukraine fait partie et constitue un prologue à l'actuelle guerre froide contre la Chine en Asie orientale.

Pour l'instant, et bien que ce vecteur puisse poser des problèmes à l'avenir, il a réussi à faire de l'Union européenne un vassal et à l'intégrer dans cette guerre froide contre son principal partenaire commercial chinois, ce qui nuit gravement à sa propre économie.

Cette prise de conscience explique la position de la Chine dans cette guerre, sa position selon laquelle « la sécurité européenne doit être décidée par les Européens » (Xi Jinping à Olaf Scholz en mai), et son opposition aux sanctions contre la Russie, que le commentateur de la télévision chinoise Liu Xin a clairement exprimée en avril : « ils nous disent, aidez-moi à combattre votre partenaire russe pour que je puisse mieux me concentrer sur vous ».

« L'ère de l'après-guerre froide est définitivement terminée et une compétition est en cours entre les grandes puissances pour façonner la suite des événements », écrit le président Biden dans l'introduction du document « [National Security Strategy 2022](#) » récemment publié. « La Chine est le seul concurrent qui a l'intention de redéfinir l'ordre international et qui a les capacités de le faire », dit-il.

L'éloquente Ursula von der Leyen, la « présidente *américaine* de l'Europe », selon le magazine étasunien « Politico », reconnaît l'unité de l'ensemble du paquet et la belligérance européenne qu'il contient, lorsqu'elle déclare que « la guerre en Ukraine n'est pas seulement une guerre européenne, c'est une guerre pour l'avenir du monde, donc la portée de l'Europe ne peut être que le monde entier ». C'est là que nous sommes.



National Security Strategy Octobre 2022

Rafael Poch de Feliu* pour son [Blog personnel](#)

[Rafael Poch de Feliu](#). Catalunya, le 8 novembre 2022.

* **Rafael Poch de Feliu** a été durant plus de vingt ans correspondant de « *La Vanguardia* » à Moscou à Pékin et à Paris. Avant il a étudié l'Histoire contemporaine à Barcelone et à Berlin-Ouest, il a été correspondant en Espagne du « *Die Tageszeitung* », rédacteur de l'agence allemande de presse « *DPA* » à Hambourg et correspondant itinérant en Europe de l'Est (1983 à 1987). [Blog personnel](#). Auteur de : « La Gran Transición. Rusia 1985-2002 » ; « [La quinta Alemania](#). Un modelo hacia el fracaso europeo » y de « [Entender la Rusia de Putin](#). De la humiliación al restablecimiento ». **Blogs** : [Diario de París](#) ; [Diario de Berlín \(2008-2014\)](#) ; [Diario de Pekín \(2002-2008\)](#) ; [Diario de Moscú \(2000-2002\)](#) ; [Cuaderno Mongol](#)

Traduit de l'espagnol par et pour : [El Correo de la Diaspora](#)

[El Correo de la Diaspora](#). Paris, la 10 novembre 2022

Cette <spanxmlns:dct="http://purl.org/dc/terms/" href="http://purl.org/dc/dcmitype/Text" rel="dct:type">création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#). Basée sur une oeuvre de www.elcorreo.eu.org